

classes possédées de cette même idée, ont vu dans la culture, une occupation indigne de ceux qui n'y sont point forcément attachés. Par suite même de ce penchant général des esprits, l'éducation n'a jamais été distribuée dans le but de servir les intérêts de l'agriculture; car loin d'y voir un levier puissant qui ferait avancer rapidement l'agriculture, on la dirait instituée dans un sens diamétralement opposé. Et rien de plus logique.

L'agriculture étant de fait placée au dernier rang par l'opinion publique, comment les chefs de la nation, dont les opinions reflètent toujours les préjugés et les opinions du peuple, pouvaient-ils donner une direction agricole à l'instruction dont le premier effet devait être d'éloigner de l'agriculture ?

En 1851, sur une population totale de 890,261 âmes, on comptait 95,813 ou plus d'un neuvième d'occupants de terres ou agriculteurs; en 1861, dix ans après, lorsque la population totale s'élève au chiffre de 1,111,566, celui des agriculteurs est de 105,671; la proportion se trouve ainsi réduite à 9½ par cent ou bien d'un onzième.

Cette différence est peu considérable en elle même sans doute, mais la position de notre pays lui donne une importance très grande.

Dans plusieurs pays de l'Europe elle s'expliquerait parfaitement par la division des terrains jusqu'à ses dernières limites, et par l'impossibilité complète pour un grand nombre, de trouver eux mêmes sur le sol un coin pour y appliquer leur travail. La demande toujours croissante de l'industrie fait aussi sentir son influence. Mais dans le Bas-Canada, où sur cent millions d'acres cultivables et fertiles, 4,804,235 seulement sont en culture, où le sol ne demande que du travail judicieusement appliqué pour récompenser au centuple celui qui aura le courage de lui confier son avenir, et lorsque, par sa position, sa richesse, ses débouchés, le Bas-Canada devrait être agricole; lorsque les autres carrières sont si peu nombreuses, et ne peuvent promettre qu'un avenir douteux, cette différence dis-je, indique parmi notre population des tendances qu'il est de la dernière urgence de combattre. On a beaucoup parlé et beaucoup écrit contre l'encombrement des professions libérales, on a même cherché le moyen d'y remédier. Le seul remède qui puisse produire des résultats avantageux pour le pays et pour les individus, c'est l'esprit rural, qui, s'il prenait un empire la population, changerait complètement la position économique du pays, et préviendrait sûrement ces déclassements dont le grand nombre devient un danger sérieux pour l'ordre social. On a parlé de faire des lois; d'organiser officiellement tout un système d'enseignement agricole élevé, de créer des chaires d'agriculture, d'où la science coulerait à flots pour aller féconder le sol de la patrie et lui faire produire des récoltes fabuleuses. Il est probable qu'on fera encore une foule de discours là-dessus. Et voici quel en sera le résultat. Ces lois ne seront probablement pas faites; si elles étaient faites, elles ne seraient pas exécutées; si ceux qui en seraient chargés voulaient les mettre